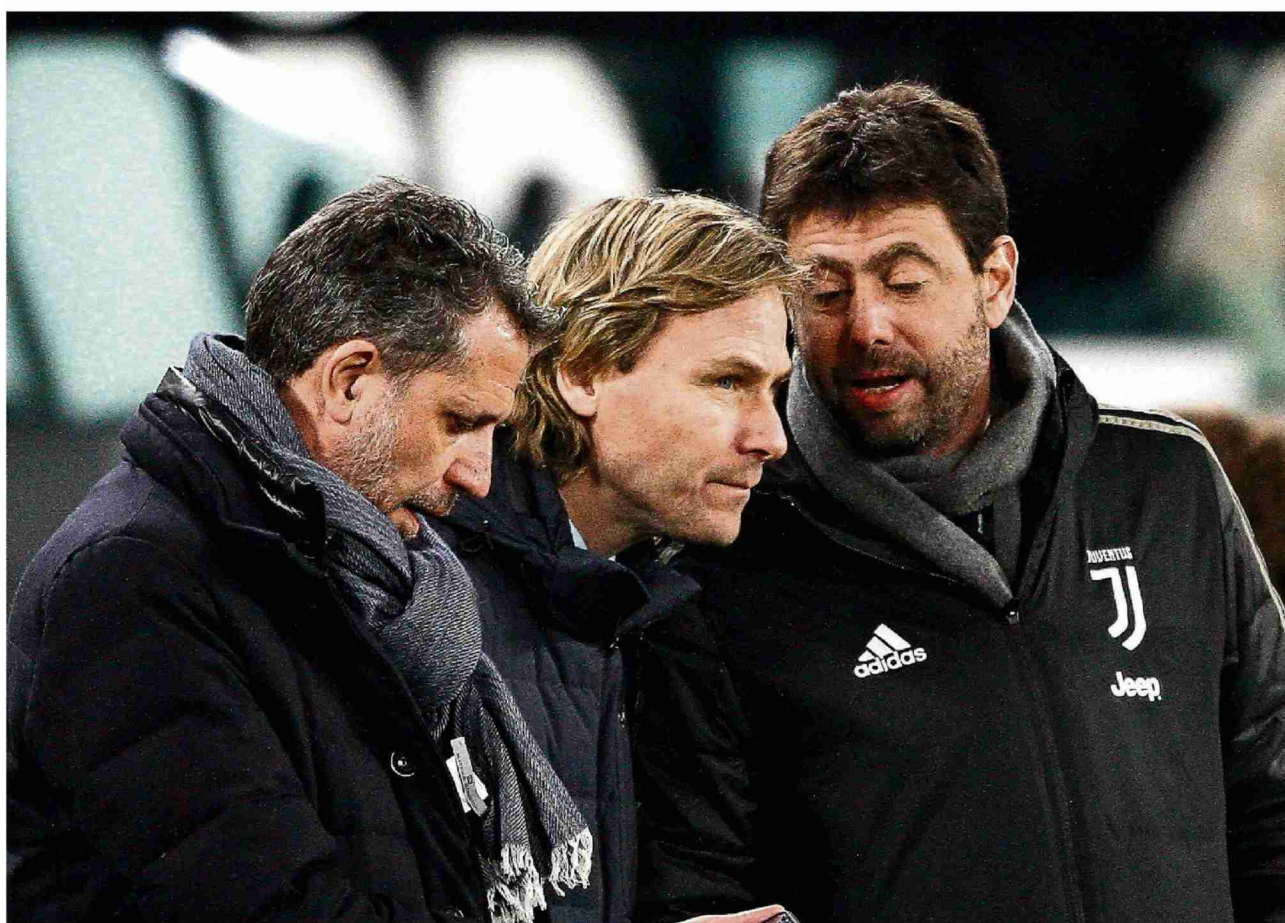




Pour avoir maquillé les comptes du club, le président Andrea Agnelli et son conseil d'administration ont été poussés à la démission. Quelles seront les conséquences de ces enquêtes judiciaires pour la Juve?

La Juventus paie le prix de sa folie des grandeurs



Fabio Paratici, Pavel Nedved et Andrea Agnelli, trois des hommes qui ont précipité la Juve dans la tourmente.

Matteo Bottanelli/
NurPhoto/Getty Images



ANDRÉ BOSCHETTI andre.boschetti@lematindimanche.ch

Tous les quatre ans, l'histoire se répète. Pendant que la Coupe du monde fascine une grande partie de la planète, le monde du sport tourne au ralenti et celui du football semble presque à l'arrêt ailleurs que dans le pays hôte. Il en a été de même cette année où tous les regards ont convergé vers le Qatar durant un mois.

C'est pourtant bien en plein Mondial que le ciel est tombé sur la tête des supporters de l'un des plus grands clubs européens. Le 30 novembre dernier, un communiqué lapidaire de la Juventus annonçait la démission en bloc, et avec effet immédiat, du conseil d'administration du club le plus titré d'Italie. Même si les ennuis judiciaires, à la suite de nombreux dérapages, se faisaient de plus en plus pressants, le départ du président Andrea Agnelli et, entre autres, de son fidèle bras droit Pavel Nedved, a fait l'effet d'une bombe dans le milieu. À l'origine de cette révolution, on trouve John Elkann, cousin d'Andrea Agnelli et surtout big boss d'Exor, la société d'investissement familiale qui détient 63,8% de la Juventus.

Les chefs d'accusation

Une démarche dictée par l'urgence d'une situation qui tend à devenir de plus en plus complexe au sein du club. Quelques jours plus tard, on apprenait en effet que ces administrateurs démissionnaires font l'objet d'une enquête pour manipulation du marché, fausse communication d'une société (Juventus) cotée en Bourse, émission de fausses factures et entrave à l'exercice des fonctions de l'autorité de surveillance.



«La Juventus ne risque pas une exclusion des compétitions européennes.»

Petros Mavroidis,
spécialiste du fair-play financier

Plus concrètement, qu'est-il reproché aux dirigeants turinois? D'abord d'avoir eu recours à des plus-values financières fictives pour «améliorer» les bilans annuels rouge vif du club pour la période 2019-2021. Ensuite de ne pas avoir inscrit dans lesdits bilans des arrangements financiers conclus avec certains joueurs après le non-versement de plusieurs salaires durant la crise Covid. Enfin, et c'est peut-être à ce niveau que la Juventus court le plus de risques, l'UEFA a elle aussi ouvert une enquête pour déterminer si le club turinois n'a pas enfreint les règles du fair-play financier (FFP) en améliorant son bilan grâce à des accords privés, et cachés, passés avec leurs joueurs.

Trois clubs suisses indirectement concernés

Pour ce qui concerne ces plus-values prétendument fictives, plus d'une vingtaine de mouvements, jugés douteux, opérés par la Juve ont été examinés de près. Dont deux avec le FC Lugano, un avec le FC Bâle et un avec le FC Sion. Ce dernier cas concerne l'arrivée en Valais du défenseur suédois Mattias Andersson, en juillet 2019, pour un montant de 4 millions d'euros selon les comptes du club italien - pour une plus-value de 3,77 millions pour le bilan de la Juve - et le départ à Turin du jeune espoir valaisan Yannick Cotter pour 4,9 millions environ, six mois plus tard. «C'est une opération qui a été analysée et jugée correcte, rappelle Christian Constantin. La différence de quelque 900'000 euros en notre faveur sur ces deux transactions est due au fait que Cotter (21 ans le mois prochain) a quatre ans de moins qu'Andersson et qu'il a donc des perspectives de développement plus élevées que le Suédois.» Un système douteux que la Juve a abandonné il y a dix-huit mois avec le départ de Fabio Paratici, son directeur sportif, pour Tottenham.

Même si ce dossier sur ces plus-values fictives a été rouvert récemment, il a peu de chances d'aboutir à une sanction pour la Juventus. Comme l'avaient reconnu les experts italiens au printemps dernier, et même si certaines opérations semblent effectivement suspectes, il est impossible d'estimer avec précision la valeur d'un



joueur qui, par définition, peut énormément évoluer en quelques semaines seulement. Comme on peut encore le vérifier aujourd'hui, après une Coupe du monde qui a plus que décuplé la valeur de certaines révélations du tournoi.

Les ravages du Covid

La deuxième accusation est plus délicate. Plus encore que dans la majorité des clubs, la crise liée au Covid a fait des ravages au sein de la Juventus. Alors que sa gestion financière avait été à la fois prudente et intelligente entre 2010 et 2018 - le club est passé en huit ans d'un chiffre d'affaires légèrement supérieur à 100 millions à près de 400 millions - sa politique sportive et financière a brusquement changé à l'été 2018.

Arrivé à Turin en 2010 dans un club en souffrance depuis cette triste affaire de corruption (Calciopoli) qui avait amené à sa relégation en Serie B quatre ans plus tôt, Giuseppe Marotta, le très précieux et raisonnable directeur général de la Juve, était subitement débarqué par Andrea Agnelli en 2018 malgré un bilan sportif exceptionnel.

La folie des grands

Pour la simple et mauvaise raison que tout n'allait pas assez vite pour Agnelli, obsédé

par une victoire en Ligue des champions qui fuit le club depuis 1995 mais que la Juventus avait pourtant effleurée à deux reprises (finaliste en 2015 et en 2017) malgré un budget nettement inférieur à ceux des cadors du continent.

Pour combler l'écart restant, Agnelli opte pour le risque et confie les rênes sportives du club au très ambitieux Fabio Paratici, second de Marotta depuis près de quinze ans. Brillant détecteur de talent, Paratici se lance alors, avec l'aval de son président, dans des opérations aussi onéreuses que douteuses sur le plan sportif. La Juve débourse ainsi, exemple le plus flagrant, près de 120 millions pour débaucher Ronaldo, alors âgé de 33 ans, au Real Madrid. Avec un salaire annuel de quelque 31 millions d'euros.

Des montants astronomiques pour un club qui avait, jusque-là, toujours été d'une extrême prudence à ce niveau. Mais qui se

sont avérés ingérables avec la suspension des compétitions puis l'absence de spectateurs au stade en raison du Covid. D'où l'idée de demander aux joueurs de renoncer à quelques salaires. Une démarche qui avait été comprise vu la particularité de la situation, selon le club. À la grosse différence près que Ronaldo et compagnie ont seulement accepté que le versement de certains de leurs émoluments soit différé et non pas biffé. Pour cela, ils ont signé des accords privés avec la Juventus qui ne figurent nulle part dans les comptes du club acceptés par l'assemblée des actionnaires. Raison pour laquelle le trou financier serait, selon la justice turinoise, supérieur de quelques dizaines de millions aux 250 articulés l'été dernier.

L'UEFA entre en piste

Une différence qui, pour l'UEFA, rendrait caduc l'accord passé, au printemps dernier, avec les dirigeants turinois pour que

le club puisse parvenir à honorer les impératifs du FFP d'ici à 2026. Ce qui, selon la presse italienne, pourrait déboucher sur des sanctions allant d'une forte amende à l'exclusion pure et simple des compétitions européennes. Une dernière hypothèse à laquelle ne croit pas Petros Mavroidis, membre de la Chambre d'instruction du FFP entre 2010 et 2018. «Ces derniers temps, il est assez populaire de tirer sur la Juventus, sourit celui qui est professeur de droit aux Universités de Columbia, Florence et Neuchâtel. Ce que je peux dire, c'est que personne ne connaît aujourd'hui les vrais chiffres, et notamment le montant exact de la dette de la Juventus. Pas même l'UEFA. Attendons donc la fin de la procédure avant de condamner, comme le fait une certaine presse en Italie. Mais si vous voulez mon avis, la Juventus ne risque pas grand-chose d'autre qu'une amende et certainement pas une exclusion des compétitions européennes.»

Une aubaine pour Ceferin?

Selon d'autres sources bien informées, il pourrait aussi s'agir d'une «vengeance» personnelle d'Aleksander Ceferin, le pré-



sident de l'UEFA, envers Andrea Agnelli. Très proches il y a encore deux ans, les deux hommes sont en guerre ouverte depuis que le désormais ex-président de la Juve a orchestré, avec Florentino Perez (président du Real Madrid), la création d'une Super Ligue européenne qui irait concurrencer le monopole de l'UEFA sur l'organisation des compétitions de clubs. On peut donc imaginer que cette enquête puisse aussi être le moyen de mettre une énorme pression sur le club turinois afin qu'il abandonne son projet de créer cette Super Ligue européenne. Quant aux verdicts, ils ne devraient pas tomber avant l'été.